

Ce livret est financé par :



Région Nord Pas-de-Calais



Région Wallonne



Interreg IV efface les frontières



Fonds Européen de Développement Régional

rencontre

**Osons
échanger
les richesses!**

**Rencontre à Namur
du 26 octobre 2009**

Sommaire

<u>Le réseau Capacitation Citoyenne</u>	<u>3</u>
<u>Osons échanger les richesses!</u>	<u>9</u>
Rencontre à Namur le 26 octobre 2009	
Le Banco Palmas au Brésil la monnaie au service d'un quartier	12
Le réseau SOL en France une monnaie au service d'une économie solidaire et écologique	18
Des alternatives mises en débat dans le réseau Capacitation Citoyenne	22
Créer des richesses collectives	28
Osons échanger les richesses!	29
Reconnaître les richesses	38

Le réseau Capacitation Citoyenne

Ce livret fait partie d'une série, d'une histoire. En 2000, un premier ensemble de treize livrets a été réalisé par des groupes de la Région Nord-Pas-de-Calais, de l'agglomération grenobloise en France, du Sénégal et du Brésil.

A partir de 2004, de nouveaux groupes ont participé au projet en Wallonie (Belgique), dans le Nord-Pas-de-Calais, la région parisienne et l'Isère (France). Ils ont réalisé le livret retraçant leurs expériences singulières. La démarche continue aujourd'hui sur ces mêmes territoires. Les 13 premiers livrets étaient jaunes, les 13 suivants sont bleus, la troisième série est rouge de Sienna, la quatrième vert émeraude et celle-ci violette.

Ces livrets rendent compte d'une réflexion commune portée sur leur propre action par les personnes impliquées dans un projet collectif. C'est une forme d'auto-évaluation qui tente de mettre en valeur les capacités citoyennes mobilisées dans l'action qu'ils mènent.

Capacitation... !?

Le mot "capacitation", emprunté à la fois aux Brésiliens (capacitação) et aux Sénégalais, a fait son chemin dans le mouvement participatif depuis la parution des treize premiers livrets.

Cousin de "formation", il place davantage l'individu et le groupe au centre de la démarche, comme acteur de sa propre transformation, dans un contexte et des processus collectifs. On a pu synthétiser la démarche en disant « *La capacitation citoyenne, c'est comprendre les raisons de sa situation et mieux, pouvoir la faire évoluer avec d'autres citoyens.* »

Ecrire un livret, une étape essentielle

Chaque livret est issu d'un dispositif différent et élaboré dans un contexte particulier mais son élaboration suit en général le même cheminement. Un groupe est contacté et informé sur Capacitation Citoyenne. S'il est intéressé, il va réaliser son livret et choisit lui-même les personnes invitées à travailler. Trois à quatre réunions sont alors organisées. Après un premier temps de description de l'action effectuée par le groupe, on répond collectivement et contradictoirement à une série de questions ouvertes. Un ou deux animateurs de Capacitation Citoyenne, extérieurs au groupe, ont pour mission d'animer ces réunions et de consigner par écrit ce qui s'y dit, puis, à la séance suivante, on relit l'intégralité des textes ensemble.

Diffuser largement son expérience

On prend alors le temps de modifier, préciser, améliorer la formulation. Le groupe choisit les illustrations du livret. Il reçoit ensuite une cinquantaine d'exemplaires

qui deviennent carte de visite, plaquette, document de présentation et de réflexion pour le groupe.

Des livrets sont distribués à tous les groupes pour découvrir les expériences des autres. Un certain nombre est conservé pour les futurs groupes. Enfin, les institutions qui financent l'action et les animateurs de Capacitation Citoyenne diffusent également à la demande, et les livrets sont toujours téléchargeables sur le site internet : www.capacitation-citoyenne.org.

Se rencontrer

Au-delà de l'échange de livrets entre les groupes, Capacitation Citoyenne est un programme de rencontres entre les personnes. Ce programme est décidé collectivement, pendant les séances plénières annuelles, qui développent aussi des ateliers sur la capacitation citoyenne. Sur la base de ce programme commun, des rencontres thématiques sont organisées et rassemblent les groupes voulant travailler sur un sujet particulier. Le programme permet aussi des échanges entre deux groupes, qui peuvent aller jusqu'à des séjours de quelques jours les uns chez les autres, pour approfondir la compréhension d'un dispositif, ou des invitations sur un sujet à l'initiative d'un collectif.

Par ailleurs, le réseau favorise la formulation et la mise en œuvre d'actions communes.

Un réseau à vivre

Plus de soixante-dix expériences participent à présent au programme Capacitation Citoyenne. Lors des premières rencontres à Dunkerque, en septembre 2000, les participants avaient lancé l'idée d'un réseau et souhaité un prolongement de l'action, qui favorise le développement de nos moyens d'agir collectivement. Le réseau rassemble des collectifs de tous horizons : espaces de formation, collectifs ou associations, économie solidaire ou espaces de concertation initiés par l'action publique, et d'autres formes d'action collective qui visent à agir sur les conditions de vie.

Les rencontres plénières annuelles, à Roubaix en mars 2005, Mons en mai 2006, Roubaix en juin 2007, Bruxelles en mai 2008, confirment l'intérêt d'échanger et de travailler sur une meilleure conscience de l'organisation sociale, économique et politique, pour la transformer.

Comme plusieurs participants l'affirment, « *Capacitation Citoyenne, il faut venir y participer pour bien en comprendre la richesse et le caractère exceptionnel.* »

...

Osons échanger les richesses !

Rencontre à Namur le 26 octobre 2009

Le travail de Capacitation Citoyenne ne peut pas faire l'impasse sur la précarité dans laquelle vit de plus en plus de monde. L'écart se creuse entre les classes aisées et les précaires, faisant disparaître progressivement les classes moyennes. Pourtant, les richesses, nous en créons tous ! Partout où nous agissons, nous réunissons et mutualisons nos énergies et nos expériences pour construire ensemble de l'intelligence collective. Ici ce sont des heures passées au chevet d'un SDF à l'hôpital, là ce sont des jardins qui naissent dans des HLM en banlieue parisienne. Ailleurs, ce sont des espaces de parole où l'on peut dire sa détresse de vivre dans la précarité ou dans la rue.

Ensemble à Namur, ce 26 octobre 2009, nous avons tous pris conscience de ce temps précieux que nous consacrons à la solidarité à titre bénévole et de toutes les ressources dont nous sommes porteurs. Sous la forme d'une monnaie sociale, le Kapa, créé spécialement pour l'occasion, nous avons inscrit sur chaque billet nos richesses pour un monde meilleur. Ces richesses, ce sont tous ces apports en temps, en énergie, en savoir-faire social qu'on offre à la collectivité.

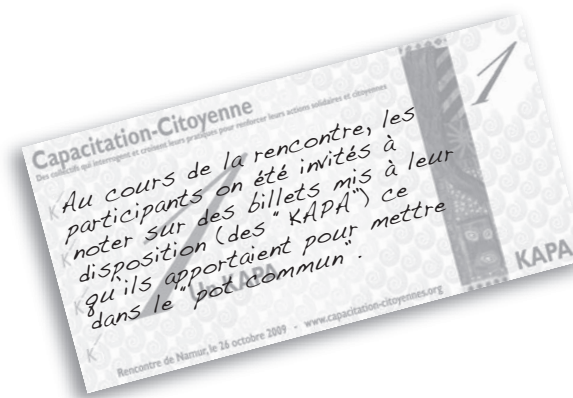
Si on comptabilisait nos heures de présence à Namur, ce serait rien moins que 600 heures consacrées à l'objectif de cette journée: «**Osons échanger les richesses!**»

Imaginons ce qui se passerait si toutes ces heures, toutes ces compétences étaient comptabilisées dans un pot commun, affecté au bien-être de tous. De quels changements serions-nous alors porteurs! De quelles ressources économiques à vocation sociale serions-nous les créateurs! Mais voilà, cette production n'entre dans aucune comptabilité nationale. La monnaie actuelle ne remplit pas ou plus son rôle social. On thésaurise. On spéculé. Les indicateurs économiques en usage depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale n'intègrent pas cette richesse dans le PIB (Produit Intérieur Brut). Ils ne comptabilisent que la valeur ajoutée sur la production de biens et de services reconnus comme tels.

Il est temps de penser aux richesses que nous créons, à notre besoin légitime de les faire reconnaître, aux pistes qui existent et à celles qui restent à créer pour les échanger et surtout aux moyens d'accéder aux richesses existantes dont certains sont privés, ce qui les empêchent de mener une vie digne. Il est temps aussi de penser à la manière d'affecter ces richesses pour lutter contre l'isolement.

Ce livret fait état de notre volonté de repenser les richesses dans tous les sens du terme! Il est porteur d'une question qui reste ouverte et qui ne manquera pas d'animer d'autres débats du réseau Capacitation Citoyenne.

A Namur, deux expériences emblématiques ont été déposées dans le pot commun de nos savoirs citoyens. Il s'agit de la banque communautaire du Banco Palmas à Fortaleza au Brésil et du SOL, une monnaie solidaire créée en France.



Le Banco Palmas au Brésil

la monnaie au service d'un quartier



Au début des années 1970, 1500 familles pauvres vivant au nord de Fortaleza dans l'État du Ceara ont été expulsées de force par le maire de la ville. Cette opération "ville propre" destinée à attirer les touristes s'est traduite par le renvoi de ces familles pauvres dans un bidonville à 20 km, au sud de la ville, dans le Conjunto Palmeiras. Après des années de lutte contre les autorités municipales*,

* Pour en savoir plus sur l'histoire du Conjunto Palmeiras, consulter le site www.banquepalmas.fr ou lire l'article "Banco Palmas, une banque créée par les pauvres relance l'économie d'une favela brésilienne", p. 5-9 de la revue *Terre*, hiver 2009, n° 127 (téléchargeable sur www.autreterre.org). Un livre récemment publié retrace l'histoire du quartier: "Viva Favela" par Joaquim Melo, Carlos de Freitas et Elodie Bécu, Ed. Michel Lafon, 2009, Paris

la population est parvenue à assainir par ses propres moyens le bidonville, à y faire installer l'eau courante et l'électricité et à y construire des maisons en dur pour remplacer les cabanes de fortune.

Au milieu des années 90, face au constat que l'amélioration de leurs conditions de vie n'entraînait pas immédiatement un mieux-être économique, les habitants ont décidé de lancer un projet novateur: une banque communautaire au service de leurs besoins. C'est ainsi qu'est né le Banco Palmas. Aujourd'hui, il existe 47 banques communautaires au Brésil et l'Institut Palmas continue d'essayer l'expérience dans le pays et au-delà des frontières.

Comment fonctionne le Banco Palmas, la banque communautaire ?

Pourquoi les habitants du Conjunto Palmeiras restent-ils pauvres en dépit des améliorations concrètes de leur vie quotidienne? En réalisant une étude sur les revenus des habitants du quartier et sur leurs modes de consommation, l'association s'est rendu compte que la population s'appauvissait car les dépenses étaient réalisées au centre ville au détriment du commerce local. L'idée est alors venue d'ancrer la production et la consommation sur le territoire. Comment ?

Premier outil: relancer la production locale.

En accordant des prêts à la production à des taux d'intérêts particulièrement avantageux (1 à 3%), le Banco Palmas permet aux producteurs locaux de démarrer ou de relancer leur petite entreprise. L'accompagnement n'est pas que financier mais peut également prendre la forme d'un soutien ou d'une formation.

Deuxième outil: favoriser la consommation locale.

Pour permettre aux habitants du Conjunto Palmeiras de consommer les biens et services locaux, l'association met en place un prêt à la consommation sans intérêt. Le client obtient son prêt sur base d'une enquête auprès du voisinage.

Au départ, le système consistait en une carte de crédit: l'emprunteur payait ses achats qu'il réglait auprès de la banque communautaire à la fin du mois. Le commerçant venait se faire rembourser à la banque. Aujourd'hui, les prêts à la consommation se font directement avec la monnaie locale. Avantage d'un tel système? L'habitant retrouve un pouvoir d'achat et le commerçant fidélise sa clientèle qui reçoit une ristourne de 5% sur ses achats réalisés en monnaie locale. *«Autrefois, un habitant aurait dépensé son argent à la ville. Aujourd'hui même s'il n'a qu'un real dans la poche, il le dépensera chez lui.»*

Le Palmas, la monnaie du quartier

Au centre de ce système, un concept novateur: la monnaie locale, le palmas, n'est utilisable que dans le quartier Palmeiras et la valeur correspond à celle de la monnaie nationale, le real. Un palmas (des palmas) vaut un real (des reais), la parité est fondamentale. Autrement dit, les palmas sont échangeables contre des reais pour la même valeur. Certaines entreprises locales, ainsi que des pouvoirs publics, paient une partie du salaire en palmas. Pour inciter les habitants à l'utiliser, on a mis en place les ristournes chez les commerçants. Pour leur garantir aussi une certaine liberté, le palmas est convertible sans perte en reais. Et vice-versa. Ainsi cette monnaie communautaire n'exclut pas ses usagers du système économique traditionnel. Ce ne sont pas des consommateurs de seconde zone mais d'authentiques acteurs économiques locaux.

Le Banco Palmas aujourd'hui:

- 6,2 millions de reais* par mois sont dépensés par les habitants en 2009 contre 1,5 million en 1997
- 93% des achats en 2009 sont effectués dans le quartier contre 75% à l'extérieur en 1997
- 1 800 emplois ont été créés et 36 000 palmas sont en circulation dans le Conjunto Palmeiras

* 1 real vaut 0,40€, 1€ vaut 2,5 reais en décembre 2009

- 206 800 palmas sont en circulation sur l'ensemble du réseau des banques communautaires
- le taux de recouvrement des prêts est remarquable : 97%
- le Banco Palmas œuvre à l'inclusion financière des plus pauvres qui ne sont pas pris en compte par les banques classiques.

Plus qu'une simple banque

La monnaie est un aspect de l'approche du Conjunto Palmeiras mais pas le seul. Elle va de pair avec la mise en place de programmes sociaux (soutien à des femmes souffrant de violences familiales...), des formations professionnalisantes (cours d'informatique...) et des remises à niveau de jeunes en décrochage scolaire. Certains ont pu entrer à l'université. Le cercle de la pauvreté est rompu.

Ainsi afin de donner de l'ampleur à la production locale, le quartier a créé sa marque de vêtements qui réunit la production de plusieurs couturiers et couturières.

Une banque réellement communautaire

La population exerce un contrôle social sur toutes les décisions prises au sein de la banque. Les habitants se réunissent une fois par semaine pour décider collectivement des emprunts à accorder.

Ainsi cet outil au service de la relance économique du quartier reste aux mains de ses habitants.



Le réseau SOL en France

une monnaie au service d'une économie
solidaire et écologique



C'est en 2004 qu'est née la monnaie SOL* grâce au soutien du Fonds Social Européen. Lancée dans cinq régions françaises, (Bretagne, Nord Pas-de-Calais, Île de France, Rhône-Alpes et Alsace), avec l'appui de quatre entreprises de l'économie sociale et des Conseils Régionaux des régions concernées. La monnaie SOL a pour objectif de pallier les dysfonctionnements du système monétaire actuel avec deux préoccupations principales : l'écologie et le social.

* Pour en savoir plus sur le SOL et ses multiples applications
www.sol-reseau.org

Constats de départ : la monnaie classique ne joue plus son rôle social

Considérée comme un bien en soi, la monnaie est objet de spéculation et source d'inégalité. Elle ne remplit plus de manière satisfaisante sa fonction de répartition des richesses produites au profit de tous. C'est pour cela qu'on voit naître des systèmes de monnaies alternatives pour permettre l'échange là où les moyens monétaires manquent.

Le SOL qui se place dans la perspective de la réflexion sur les nouveaux indicateurs de richesses a pour objectif de développer l'économie sociale et solidaire en questionnant ce qui est produit et la manière dont c'est produit.

Le SOL ne cherche pas à créer un nouveau système d'échange mais à s'appuyer sur ce qui existe déjà en soutenant une économie qui a du sens pour l'homme et pour l'environnement. Bref en remettant au cœur de l'économie les considérations écologiques et sociales.

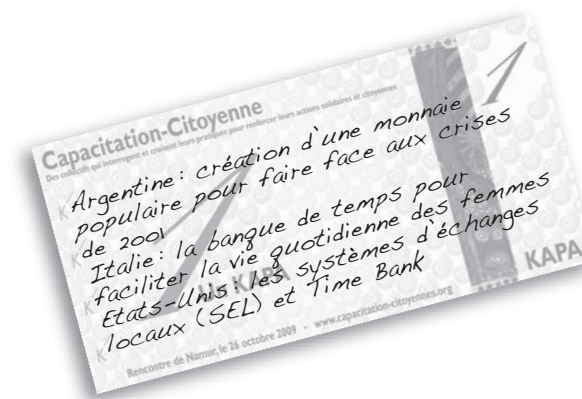
Le SOL est aussi une monnaie "fondante". Autrement dit, sa valeur fond quand on ne l'utilise pas. Inutile donc de le conserver ou de spéculer : le SOL a été inventé pour circuler et faciliter les échanges !

Une monnaie, deux articulations

Le SOL est conçu selon une double articulation. Le SOL coopération et le SOL engagement.

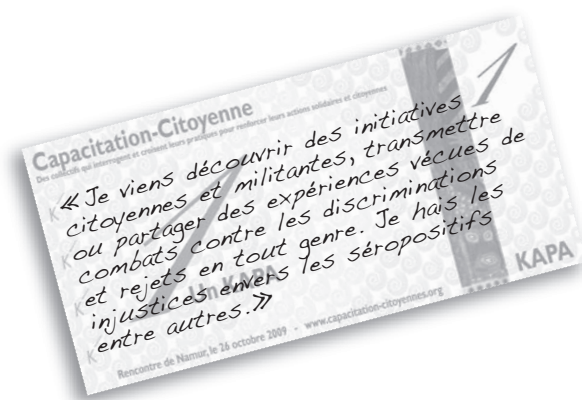
Le SOL coopération est en réalité une carte de fidélité fonctionnant dans toutes les entreprises de l'économie sociale et solidaire qui adhèrent au système. Le consommateur reçoit des SOLs en échange de ses achats qu'il peut utiliser dans la même structure ou dans le réseau. S'il ne l'utilise pas dans un certain délai, les SOLs sont transférés dans un pot commun géré par l'association SOL qui regroupe tous les partenaires: entreprises, associations, consommateurs. Ensemble, ils décident de l'affectation de ce fonds à des projets solidaires.

Le SOL engagement est lui un système d'échange de temps, de savoir et de comportements solidaires. Je donne une heure de mon temps à du bricolage et en échange, j'ai droit à une heure de cours de piano à prendre quand je veux.



Des alternatives

prises en débat dans le réseau
Capacitation Citoyenne

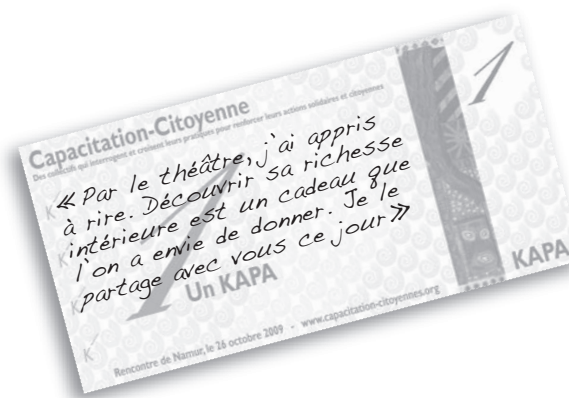


Nous sommes tous créateurs de richesses

Cette affirmation peut paraître évidente et, en même temps, culottée. Evidente car partout où nous nous engageons, nous créons du lien social, de la solidarité. Nous œuvrons à faire société. Culottée car nulle part cette richesse n'est reconnue comme telle. Nous sommes souvent bénévoles et les professionnels sont payés grâce à des subventions publiques. Nous ne produisons pas de richesses comme le ferait une entreprise qui produit et vend sa marchandise. Nous sommes exclus de la comptabilité nationale alors que notre richesse est fondamentale. Pouvons-nous imaginer ce qui se passerait si toutes ces activités solidaires disparaissaient ?

Création de richesses

C'est le point de départ logique de notre réflexion sur les richesses – leur création – mais aussi le point le plus difficile à discuter. Face aux exemples présentés au Brésil et en France, beaucoup expriment un sentiment d'impuissance. Comment créer de la richesse ? « **Au Brésil, c'est possible, mais chez nous ?** » Plutôt qu'une source d'inspiration, le Banco Palmas peut aussi nous écraser par sa réussite et sa portée tant il semble éloigné des réalités de notre Etat-providence.



Dans un des ateliers, ce pessimisme freine un temps le débat. Lancer une monnaie locale, lier la production et la consommation au quartier qu'on habite, cela relève de l'utopie. Cela ne semble possible que dans un pays comme le Brésil où la misère atteint les proportions que nous avons connues en Europe au XIX^{ème} siècle.

On avance les difficultés de réunir les gens. «*Essayez de mettre dans la même pièce Marocains et Turcs, hommes et femmes, jeunes et vieux!*»

En faisant un pas en arrière, on parvient à reposer la question. S'il n'est peut-être pas envisageable à ce stade de prendre le chemin de la création d'une monnaie alternative chez nous, pourrions-nous repartir, non pas de ce qui nous sépare, mais de ce qui nous unit? En dressant un inventaire, un état des lieux de nos besoins à partir d'un territoire commun? Identifier nos capacités de création de richesses est fondamental dans la prise de conscience de notre rôle économique au sein de cette société. «*Nous ne sommes pas que des "sans quelque chose"!*»

Améliorer le quotidien

A ce titre, le Système d'Echanges Locaux (SEL) qui se développe de plus en plus et qui permet d'échanger du temps et des compétences, semble une piste intéressante. Sur le principe de «*je donne une heure de leçon de cuisine et en échange, je bénéficie d'une heure de bricolage chez moi*», les participants à un SEL peuvent s'offrir des services qui, sinon, seraient trop chers. L'expérience du SOL remplit aussi cette fonction en dégageant un surplus de pouvoir d'achat.



Par ailleurs, il semble important de comprendre la plus-value de la richesse qu'on crée. Qui mieux que l'association "Bonjour", composée de SDF, pourrait mieux remplir sa mission: visiter à l'hôpital des habitants de la rue que personne ne vient voir? Cette association a une compétence sociale et humaine unique.

Pourquoi ne pourrions-nous pas imaginer que ce temps consacré aux autres soit, par exemple, converti en une consultation médicale gratuite dans le même hôpital?

Création de richesses, création d'emplois?

La création de richesses ne peut s'envisager sans poser la question de la création d'emplois. Mais là un constat s'impose: si nous sommes en mesure de créer de la

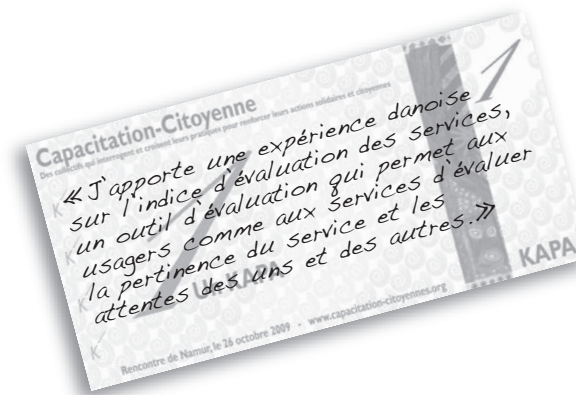
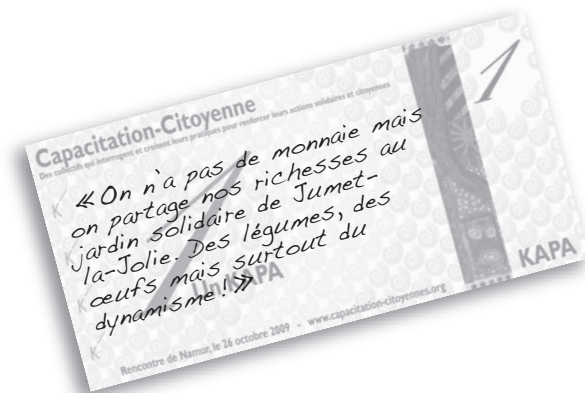
richesse sous la forme de solidarité et d'engagement, le saut d'échelle qui consisterait à créer de l'emploi dans des territoires qui ont été vidés de leurs principales activités économiques est une réelle question.

Comment assurer un mieux-être économique? Comment sortir de la précarité? Quel impact pouvons-nous avoir sur la création d'emploi?

Comment changer le système?

Ces modalités de création de richesses localisées sont intéressantes mais comment parvenir à les rendre plus systématiques? Et, surtout, permettent-elles de "changer le système"? Des pistes existent qui mettent en œuvre l'articulation entre ces nouveaux outils et des pouvoirs publics afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre.

Ainsi le SOL en se basant sur ce qui existe déjà permet de replacer les échanges économiques dans une perspective politique en leur ajoutant une plus-value sociale et écologique. On redonne sens aux échanges économiques car ceux-ci profitent à la collectivité, au respect de l'environnement, en incluant les exclus.



Créer des richesses collectives

Des richesses qui profitent à tous

Une personne parle de l'exemple des tontines africaines et de leur application en Europe. Leur principe consiste à collecter des fonds qui bénéficient tour à tour à chacun des participants de ce collectif d'épargne selon les modalités qui auront été définies par le groupe. C'est ainsi qu'en France, explique un participant, des salariés d'une industrie automobile qui venaient d'être licenciés en raison de la crise économique dans le secteur ont décidé de s'installer comme chauffeurs de taxi.

Désireux de ne plus travailler pour un patron, ils ont réuni collectivement une somme d'argent suffisante pour se payer au bout d'un mois une première licence. Après cinq ans, tous les membres du groupe avaient pu obtenir leur licence. C'est un exemple de création de richesses et d'insertion sociale rendues possibles par un collectif. *«Tous seuls, ils n'auraient rien pu faire : jamais les banques ne leur auraient prêté l'argent, faute de confiance.»*

Osons échanger les richesses !

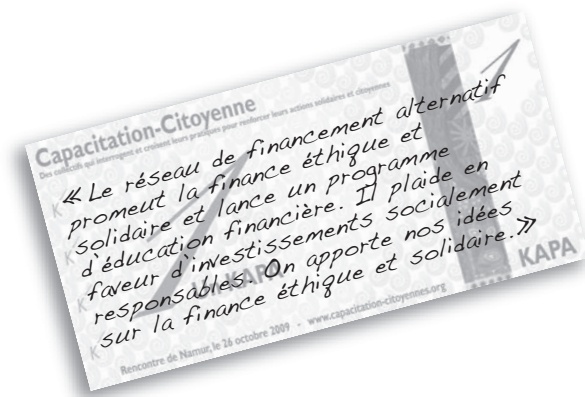
Ces richesses dont nous sommes porteurs et créateurs, nous les échangeons de multiples façons. En donnant notre temps, en montant des actions, en tenant des permanences, en posant des actes de solidarité.

Pour échanger ces richesses, il faut des espaces où ces échanges puissent avoir lieu. *«À la base de tout échange, il y a la rencontre.»* Un participant souligne l'importance des espaces de rencontre au sein du réseau de Capacitation Citoyenne. *«Se rencontrer entre Français et Belges, c'est déjà une richesse.»*

Un autre rappelle le concept de la solidarité chaude, pratiquée par les membres d'un collectif à opposer à la solidarité froide, prise en charge par un tiers lointain, comme l'Etat. *«La rencontre et l'échange avec les autres ne sont pas des actes anodins. On ne se parle plus entre voisins, on s'ignore, on reste isolé. Pourtant, on se retrouve à avoir la même identité sociale malgré nos différentes origines.»*

C'est le point de départ de l'initiative des anciens du Franc-Moisin en banlieue parisienne qui ont décidé de briser l'isolement dans lequel ils vivaient au sein de leur cité. *«En organisant des moments festifs, notamment la fête de voisins sur chaque palier, on crée un moment privilégié pour se rencontrer, échanger.»*

Les enfants nous connaissent et ils sont enchantés de nous voir à l'école ou dans le quartier. Depuis un an, il n'y a plus de voitures qui brûlent. On arrive à cohabiter ! On a une tranquillité de vie et personne n'est plus seul.
Un résultat que bien des Plans Banlieue rêveraient d'atteindre.



Pour échanger, il faut une valeur d'échange commune

Se pose ici la question cruciale de la monnaie. Dans le cas du Banco Palmas, elle est locale et réservée à un seul territoire dans l'objectif de sortir de la pauvreté tout en étant équivalente à la monnaie nationale. Dans le cas du SOL, elle est solidaire et écologique en se traduisant en pouvoir d'achat supplémentaire ou en temps à échanger.

Et elle est aussi "fondante" pour éviter toute thésaurisation ou spéculation. Convertie en temps selon le principe qu'une heure de cuisine vaut une heure de bricolage, c'est le mode de fonctionnement des SEL.

Quelle qu'en soit la forme, pour permettre l'échange en dehors du simple système du troc (échange d'un bien/service contre un autre bien/service) et dépasser l'échelle locale, la monnaie est indispensable à l'échange. Elle seule permet de sortir du troc. On n'échange pas un bien ou un service contre un autre mais on dispose d'une valeur monétaire utilisable quand on veut et pour se procurer ce que l'on veut.

Première interrogation au sein des ateliers: faut-il tout monnayer? Tout peut-il d'ailleurs se monnayer? Ne risquons-nous pas en ramenant tout à l'argent de passer à côté de notre valeur propre? *« Pourquoi faut-il que l'argent intervienne pour que les actions soient reconnues? »* Les avis s'opposent. En introduisant la distinction entre monnayer et négocier un échange, on semble pouvoir se mettre d'accord: *« monnayer est pris dans le sens de donner une valeur, cela ne signifie pas qu'il faut y appliquer un rapport d'achat et de vente en lien direct avec l'argent. »*

Pour quantifier ce temps, il faut une monnaie – une valeur d'échange. Là encore c'est un débat épineux. Comment juger de la valeur d'une action?

Si en termes économiques classiques, la valeur est le résultat de la rencontre entre un besoin et une offre, comment estimer la valeur de notre solidarité? Quel prix donner à nos échanges alors que nous voulons justement ne pas les enfermer dans la logique marchande? Autrement dit, quel est le prix d'une heure de bénévolat?

A-t-on besoin de tout monnayer?

Il y a des actes comme aller visiter des habitants de la rue à l'hôpital qui n'ont pas de prix, pas de valeur. En atelier, des voix se sont fait clairement entendre. Non, on ne peut monétariser la solidarité. C'est notre richesse à tous.

Une question est soulevée: la création de monnaie alternative peut-elle être un moyen de marginaliser les pauvres sans remettre en cause le système? Derrière cette interrogation, il y a la volonté de questionner les fondements et la répartition des richesses mais avec quelles limites? Si l'on ne parvient pas à faire se rejoindre l'économie traditionnelle avec l'économie alternative, on ne verra sans doute jamais les pistes nouvelles qu'on explore permettre de produire des

automobiles, des montres, des ordinateurs, etc. avec une plus-value solidaire.

Le prix du bénévolat

Le secteur associatif ne pourrait pas remplir le rôle social qui est le sien sans l'aide des bénévoles. A l'heure où l'emploi a été massivement détruit dans plusieurs territoires, le bénévolat prend une nouvelle importance.

Or, les demandeurs d'emploi disposent de temps et aussi de compétences qui ne sont pas utilisées par la société. Une perte pour la collectivité. Leur participation à des projets collectifs les transforme, leur donne des moyens de changer leur situation. **« Ca permet d'échanger, d'évoluer et de réapprendre certaines choses. » « C'est une prise de confiance en soi. »** Les bénévoles génèrent aussi de la richesse. Il s'agit d'un véritable travail avec des compétences sociales qui doit être reconnu par les pouvoirs publics.

Le bénévolat pose bien entendu la question du risque de voir les droits sociaux grignotés de l'intérieur. En effet, quel intérêt aurait une association à engager un demandeur d'emploi si elle peut compter sur un bénévole compétent et motivé?



Autre frein: le statut de chômeur. En Belgique, le demandeur d'emploi doit rester disponible, il ne peut pas être bénévole d'une association sans prendre le risque de se voir sanctionné. Un message qui peut se lire aussi de la manière suivante: la société ne vous paie pas pour militer! Ou encore: vous n'avez de valeur que sur le marché du travail!

Mais dans le contexte actuel où l'emploi a été massivement détruit, ne faudrait-il pas remettre ce débat sur la table? Peut-être faudrait-il donner un cadre au bénévolat. Sans doute serait-ce une bonne idée de faire reconnaître les activités militantes comme des compétences et de l'expérience acquise à valoriser sur un CV. A défaut de soutenir, demandons aux pouvoirs publics de ne pas saper cette énergie.

«Vous qui avez le contrôle, ne faites pas entrave!», plaident plusieurs participants.

Les universités populaires sont des espaces pour valoriser ces compétences. *«Elles devraient délivrer des diplômes qualifiants car seuls ceux qui ont fait des études ne trouvent pas les diplômes comme fondamentaux.»*

Des pistes pour faire reconnaître le bénévole

Des pistes de solution sont avancées. Lancer des campagnes d'information destinées au grand public pour assurer la visibilité de toutes ces actions bénévoles qui changent le quotidien.

Autre idée: intégrer des mesures permettant aux employeurs de reconnaître la valeur d'engagement bénévole dans leurs critères de sélection en cas d'embauche. *«Pourquoi le bénévolat ne serait-il pas reconnu comme des années d'expériences?»*

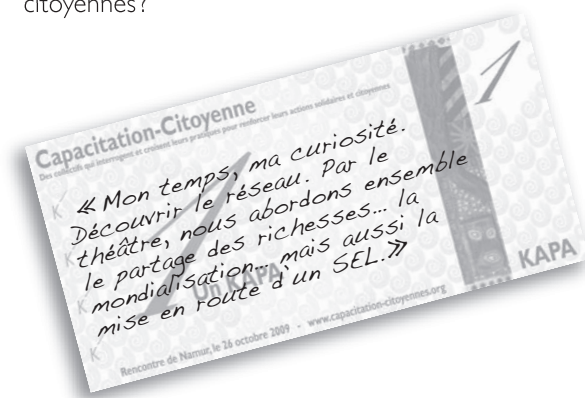
Ainsi le Fonds de Participation des Habitants de la mairie de Roubaix permet de reconnaître le volontariat comme critère d'accession à des enveloppes budgétaires destinées à la mise en place de projets de quartier. Concrètement, le travail bénévole est comptabilisé dans les recettes au tarif horaire du SMIC (salaire minimum garanti en France).

Cela a pour effet d'augmenter la valeur totale du projet et de baisser proportionnellement le soutien financier de la collectivité. L'avantage: le projet n'est pas sous-évalué du montant de ce travail bénévole. Il est pris en considération et comptabilisé.

Une parole politique à porter

Cependant, ces mécanismes ne doivent pas nous faire oublier l'importance de porter une parole politique pour dénoncer la précarité.

A tant s'employer à l'action bénévole, n'en oublie-t-on pas l'importance d'une organisation politique de dénonciation de la concentration des richesses entre quelques mains? Quelles énergies restent mobilisables pour porter des actions de confrontation si elles passent toutes dans le doux montage des actions citoyennes?



Dernier point à soulever: faire reposer la solidarité sur le seul bon vouloir individuel risque à terme de contribuer au désengagement de l'Etat face à ses responsabilités envers les plus fragiles d'entre nous.

Reconnaître les richesses

La reconnaissance: une valeur centrale

Une participante interpelle le groupe : « **Pourquoi parle-t-on de reconnaissance? Pourquoi le RE? Essayons déjà de se connaître!** »

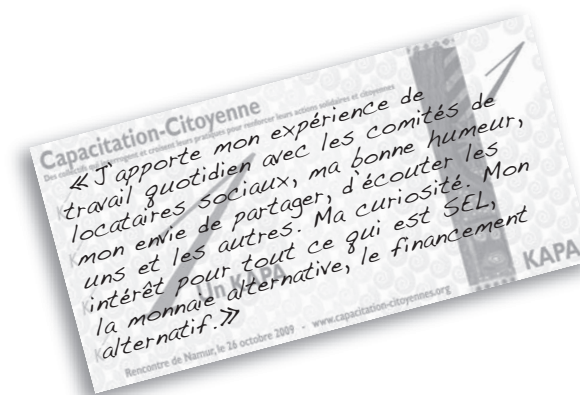
Pourquoi devrait-on être reconnu? « **Je sais qui je suis et je n'ai pas besoin que d'autres viennent me reconnaître. Qu'ils fassent déjà la démarche de connaître les gens et cela changera tout.** » Etre reconnu est ressenti par certains comme un jugement de valeur.

On fait la distinction entre connaître quelqu'un et reconnaître son action pour la société. N'est-il pas important de reconnaître une action qui répond à un besoin auquel ne répondent ni notre société, ni les pouvoirs publics actuels?

L'exemple du SEL lancé à Havelange* récemment et qui compte déjà 35 membres donne espoir. Etonnant de trouver un SEL dans ce village. « **Et pourtant ils ont osé et ils y croient...et peut-être dans quelques mois, un autre SEL verra le jour dans le village d'à côté et ainsi de suite.** »

* Village de 4500 habitants à 40 km de Namur

Tous s'accordent sur le fait qu'il faut pouvoir être dans l'action et que, pour dépasser le stade de sa rue ou de son quartier, il faut mettre en place des outils concrets. Mais comment faire? Où démarrer?



On revient sur l'exemple du SOL et de la reconnaissance d'initiatives sociales que ce système a pu mettre en place. Une collectivité peut ainsi accepter des SOLs pour l'entrée à la piscine, au cinéma ou à tout autre équipement public. Pour la collectivité, cela correspond d'une part à une forme de reconnaissance des richesses apportées par les porteurs de SOL à la collectivité et, d'autre part, à une forme de meilleure utilisation des services publics pour des équipements qui, de toutes façons, sont en fonctionnement.

Les outils de la reconnaissance

A l'heure actuelle, les Etats utilisent un seul outil pour comptabiliser les richesses qui sont créées par leurs citoyens: le Produit Intérieur Brut. Mais cette mesure créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ne présente qu'une vision tronquée de richesses.

Elle ne calcule pas les échanges non marchands et ne tient pas compte des répercussions de l'économie sur le bien-être social des gens ni son impact sur l'environnement. Des penseurs alternatifs (dont un des plus connus est Patrick Viveret) ont mis au point des systèmes de comptabilité nationale incluant d'autres critères. On parle ainsi d'Indice de Bonheur, Produit Intérieur Doux, etc.

La reconnaissance, ça ne passe que par la monnaie?

Si seule la monnaie peut, au stade actuel, comptabiliser la richesse, des participants mettent en garde devant le risque de se retrouver dans des rapports de dépendance. *« On sait que c'est souvent à la marge des financements que se créent des actions transformatrices. Si l'on se met dans des systèmes de monétarisation, quelles sont les marges qui nous restent pour créer? »*

La tendance actuelle au sein des pouvoirs publics est de tout vouloir évaluer en terme de résultats, au dépens des espaces de liberté et de créativité que les associations et les institutions tentent d'établir.

Et l'exemple du Banco Palmas d'en inspirer d'autres qui insistent sur l'importance du travail de mémoire. *« Pour faire reconnaître nos richesses, il faut les faire connaître. Il faut raconter nos luttes. »* A cet égard, les livrets sont des outils précieux pour les groupes et pour leur visibilité extérieure. *« On peut aussi faire mémoire des luttes et de l'intelligence populaire, comme c'est le cas dans le quartier Palmeiras, avec la production sociale de connaissances. »* *« On peut aussi simplement exprimer et souligner l'importance de l'implication. »* Savoir-faire social et faire savoir!

Un cas intéressant: les budgets participatifs

Les Centres Publics d'Action Sociale qui existent dans chaque commune belge ont pour rôle d'assurer la solidarité en accordant aux personnes les plus précaires un revenu d'insertion sociale. Certaines de ces structures disposent d'une enveloppe pour financer des projets portés par des usagers de ces structures ou par des associations de ce territoire. C'est le cas à Charleroi.

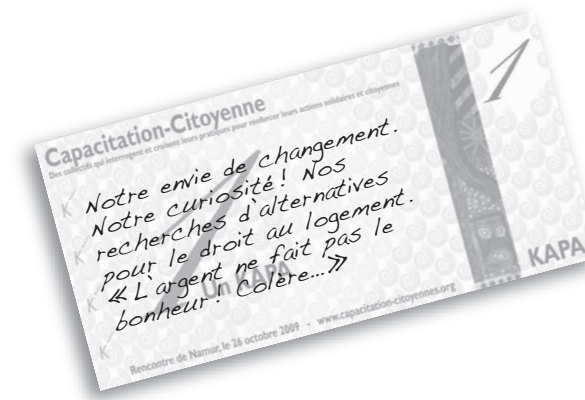
Ce dispositif existe depuis 10 ans et il permet d'attribuer des financements à des projets qui bénéficient à tous. Mais il faut aussi que ce système permette l'implication des gens, y compris dans des activités critiques.

Soutenir, y compris financièrement, un engagement critique vis-à-vis de notre société, c'est aussi donner aux personnes fragilisées la possibilité d'être pleinement citoyens. *« C'est une façon de faire avancer notre société ! »*

Le nerf de la guerre associative : les subventions

Mais comment trouver les sources de financement ? Et surtout comment rester libre quand on est subventionné par l'Etat ? *« On est prisonnier d'un système de subventions sur lequel nous n'avons pas d'emprise et qui nous contraint à fonctionner comme il l'entend sans tenir compte de nos réalités, de nos aspirations. »*

Les politiques décident des grandes orientations auxquelles nous devons nous plier afin d'obtenir des financements. *« Mais c'est tout de même notre argent qu'on redistribue ! »* On devrait avoir un droit de regard sur sa redistribution, mettre en débat les critères selon lesquels ces ressources sont affectées. Comment valoriser le bénévolat face aux pouvoirs publics ? Une participante note que lorsqu'elle a dû présenter le projet de son association à la commune pour tenter d'obtenir un subside, elle y a décrit les activités ainsi que le temps des personnes. *« J'y ai fait figurer également le temps des bénévoles et les tâches qui y étaient liées pour montrer leur contribution au projet. »*



Une conclusion sous forme de rendez-vous

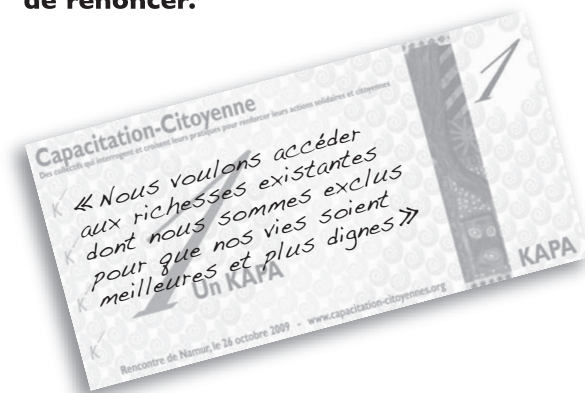
Ce livret, qui est le témoignage d'une rencontre du réseau de Capacitation citoyenne le 26 octobre 2009 à Namur, pose la question de la richesse, de nos richesses, celles que nous créons parfois sans en avoir pleine conscience, celles que nous partageons par nos actions et nos engagements et celles que nous voulons voir redistribuées de manière plus équitable. Ce n'est qu'une première étape dans le processus de création de nos intelligences collectives, tant ce sujet est fondamental.

Abandonné depuis longtemps comme champ d'expérimentation citoyenne, il a plus que jamais toute sa pertinence.

**De nombreuses questions restent
ouvertes :**

transformer la réalité,
permettre à nos actions solidaires d'effectuer un
saut d'échelle pour toucher un plus grand nombre
de gens,
pérenniser nos engagements,
être porteur d'un changement reconnu par la société,
systématiser nos actions tout en préservant cet espace
de création et d'innovation essentiel qu'est la péri-
phérie,

**et puis surtout, comment “changer le
système?” Un rêve auquel nous refusons
de renoncer.**



...

**Ont participé à la rencontre
du 26 octobre 2009:**

ANNE, MARIE, SOPHIE («arpenteurs»); MAGGY, MARIE-JOSÉ (les Aragnes); AMMOUCH, AZIZ, TARFAOUI (Article 23); DIADIE, MOHAMED (Association de la Maison des Anciens de Franc Moisin); ANNIE, JEANNIE, MARIE-ANGE (Chrysalide); ELIANE, JEAN-MARIE (CLCV); CHARLOTTE, MAHMOUD, SOPHIE (Comité de Quartier de L'Hommelet); ALI (Comité des familles); GENEVIÈVE (CPAS); FRANÇOISE (CPCP); FABRICE, BERNARD (Credal); MICHELE, JOSÉ (DAL); BENLAMA (Encore); ANNE-SOPHIE, FABRICE (Fonds Participation des Habitants), FATIMA, SYLVIANE, VIVIANE, VALÉRIE (Jardins du Béton); DOMINIQUE (Maison de la Palestine); HUGUETTE, ANNE, CHRISTOPHER, DOMINIQUE, FRÉDÉRIC, HÉLÈNE, JENNY, JOHNNY, MANUEL, MARTINE, MÉLANIE, SOPHIE (Passerelle Funoc); JUDITH, LOÏC, NATHALIE, ORLANDO, PATRICK (Periferia); JEAN-MARIE (Relais Social de Charleroi); ANTOINE (RFA); CHRISTINE (SAJ En piste); CELINA (SOL); BENOÎT, CHRISTIAN, DAVID, MAURICE, MYRIAM, PAUL, SOLANGE (Solidarités Nouvelles); ESTEBAN, HAMMU, LIONEL, MARC, MEENA, POTTER, ROLAND, YOHAN (Touti Boudji); CARLOS (auteur de Viva Favela).

Rédaction du livret

Nathalie DELALEEUWE



Capacitation Citoyenne
www.capacitation-citoyenne.org

L'animation du réseau Capacitation Citoyenne

arpenteurs

contact@arpenteurs.fr
Tél.: +33/0 4 76 53 19 29
Fax: +33/0 4 76 53 16 78
www.arpenteurs.fr

9, place des Ecrins
38600 Fontaine
France

Periferia

contact@periferia.be
Tél.: +32/0 2 544 07 93
Fax: +32/0 2 411 93 31
www.periferia.be

rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles
Belgique

Conception graphique et réalisation: ©«arpenteurs»2009
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.